

Dernières nouvelles : mois d'août

L'importance de la coopération pour un développement efficace soulignée au Forum politique de haut niveau de 2017

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), la plateforme centrale des Nations Unies pour le suivi et la révision des Objectifs de Développement Durable, a souligné le rôle crucial que la coopération pour un développement efficace doit jouer dans l'effort collectif pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Le FPHN de cette année, tenu à New York du 10 au 19 juillet 2017, a examiné les Objectifs de Développement Durable n°1,2,3,5,9 et 14, ainsi que l'Objectif 17 sur les partenariats, qui est examiné chaque année.

Dans le cadre du suivi des ODD, 44 États Membres ont présenté leurs [Examens Nationaux Volontaires](#) au Forum politique de haut niveau. De nombreux pays ont mis l'accent sur le rôle positif des partenariats inclusifs et multi-acteurs, y compris les partenariats innovants avec les entreprises et la société civile. Beaucoup de pays ont également signalé que les cadres nationaux cohérents renforçaient l'impact des flux financiers et uniformisaient leurs planifications nationales relatives aux ODD, aidant ainsi les gouvernements à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

Pour conclure le FPHN, des fonctionnaires de haut niveau adoptèrent une déclaration ministérielle qui, à la fois, reconnaît les développements positifs et réitère le besoin constant de partenariats et de coopération solides nécessaires pour atteindre l'échelle et le niveau d'ambition que présente l'Agenda 2030. La déclaration a reconnu le potentiel inexploité du financement du développement innovatif, optimisé par la coopération internationale pour le développement et mobilisé conformément aux politiques nationales. Elle accentua également le fait que pour que les partenariats multi-acteurs soient solides, ils se doivent d'être transparents, inclusifs et axés sur les résultats.

Pourquoi les partenariats divers fonctionnent : l'événement parallèle au FPHN provoque un dialogue sur l'impact au niveau national

L'événement du Partenariat mondial parallèle au FPHN, intitulé: « [L'importance des partenariats multi-acteurs au niveau national dans un paysage de développement changeant](#) », a réuni un groupe distingué de leaders de la société civile, du secteur privé et des gouvernements du Bangladesh, du Canada et du Kenya. Tirant profit de l'expérience des pays ayant établi et mis en place des plateformes de partenariats multi-acteurs, l'événement a encouragé un dialogue sur les opportunités et les défis liés à l'utilisation de plateformes



multi-acteurs au niveau national. L'événement était organisé par les gouvernements du Bangladesh et du Canada, sous l'égide du Partenariat mondial pour la coopération pour un développement efficace. Pour en savoir plus, [regardez la vidéo de l'événement](#), [lisez le rapport sommaire](#) et [regardez les photos ici](#).

Ressource présentée: [Impact et Progrès au niveau national](#)

Le travail du Partenariat mondial est guidé par les [principes d'efficacité du développement](#) (axés sur les résultats, l'appropriation des pays, l'inclusion, la transparence et la redevabilité mutuelle) et soutient les pays dans leurs parcours uniques vers la réalisation de l'Agenda 2030. Découvrez comment le Bangladesh, la Tanzanie, le Kenya, la République démocratique populaire lao, le Mexique, l'Ouganda et la Birmanie exploitent les principes d'efficacité du développement afin d'atteindre les Objectifs de Développement Durable dans leurs pays. [Lisez leurs histoires ici](#).

Mises à jour sur les Objectifs Stratégiques du Partenariat mondial

Le Partenariat mondial a mis en place quatre groupes de travail pour implémenter les objectifs des priorités stratégiques décrites dans son [Programme de Travail 2017-2018](#).

Soutenir l'efficacité au niveau national

Le Partenariat mondial soutient les pays en intégrant des principes d'efficacité à l'échelle nationale, notamment en soutenant la mise en place et le renforcement des plateformes de partenariat multi-acteurs. Le Bangladesh et la Commission Européenne, co-présidents du Groupe de travail pour l'implémentation au niveau national, ont dirigé la première réunion le mercredi 12 juillet 2017, avec la participation de représentants de sept circonscriptions. Les discussions étaient axées sur l'approfondissement du concept global pour la mise en place des objectifs de résultats stratégiques, ainsi que sur la garantie que ces efforts tirent profit des travaux existants (y compris ceux des Initiatives du Partenariat Mondial) et agrémentent d'autres secteurs d'activités. La note conceptuelle finale pour ce groupe de travail sera diffusée dans les semaines à venir.

Libérer le potentiel de l'efficacité et suivi actualisé pour 2030

La proposition pour mettre en place cette priorité stratégique propose, comme première étape, d'entreprendre un état des lieux mondial sur (i) la façon dont les résultats de suivi sont utilisés au niveau national pour renforcer la prise de décision et les partenariats multi-acteurs ; (ii) l'identification des outils et des goulots d'étranglement à l'utilisation des preuves par les pays et les parties prenantes du Partenariat mondial ; et (iii) la justification des actions prises pour augmenter l'efficacité de la coopération en faveur du développement comme un résultat de ces activités de suivi. Cet état des lieux mondial permettra le développement d'un Plan d'action mondial par le PMCED pour relever les défis liés à la mise en œuvre des principes d'efficacité du développement. Le groupe de travail pourrait également aider à la planification et à l'organisation de dialogues régionaux sur l'efficacité, ainsi qu'au développement de travail analytique visant à faciliter la « libération du potentiel de l'efficacité ».

Partage de connaissances pour une efficacité du développement renforcée

Le Partenariat mondial sert de plateforme connectant le savoir et les connaissances disponibles à travers les circonscriptions engagées dans la coopération en faveur du

développement de manière à faciliter l'adaptation de solutions à un rythme plus rapide et à intensifier l'impact du développement. Pour cela, ses domaines de travail sur le partage des connaissances pour une efficacité du développement renforcée opéreront à travers les réseaux et les circonscriptions de manière à : s'assurer que la production des connaissances est axée sur la demande et reflète la nature multi-dimensionnelle de la coopération en faveur du développement ; extraire des résultats et tirer des leçons de la mise en place d'engagements pour la coopération pour un développement efficace ; et améliorer les outils qui peuvent faciliter les échanges de connaissances, en s'assurant qu'ils soient adaptés à l'usage prévu à travers différents groupes de parties prenantes. La première réunion du Groupe de travail pour le partage des connaissances a eu lieu le 13 juillet, avec la participation de gouvernements, de la société civile et de l'Équipe d'appui conjointe. La note conceptuelle finale pour ce groupe de travail sera diffusée dans les semaines à venir.

Renforcer l'engagement du secteur privé exploité par la coopération en faveur du développement

La première réunion du Groupe de travail pour l'engagement du secteur privé, organisée en marge des Journées européennes pour le développement le 7 juin 2017 à Bruxelles, aida à détailler le concept et la feuille de route pour la priorité stratégique sur l'engagement du secteur privé (PSE) à travers la coopération en faveur du développement ([lisez le compte rendu de la réunion ici](#)). Les participants se sont mis d'accord sur les priorités suivantes : (i) inventorier les initiatives du PSE existantes ; (ii) définir la niche du Partenariat mondial dans ce domaine, tout en restant conscient des efforts existants ; (iii) identifier des études de cas ; et (iv) organiser des dialogues multi-acteurs impliquants le secteur privé autour de ces études de cas de manière à exposer les moteurs et les contraintes pour le PSE. Dans une phase ultérieure, une note technique sur les moteurs et les contraintes pour un PSE efficace au niveau des pays partenaires permettra des consultations supplémentaires sur les principes pour un PSE efficace, sur les questions que les partenaires au développement devraient prendre en considération pour l'adaptation de leurs politiques et de leurs instruments et sur les manières de renforcer les systèmes d'équilibre des pouvoirs concernant Le PSE à travers la coopération en faveur du développement. Le groupe de travail continuera à agir comme organe de réflexion et pilote de ce travail. Des produits intermédiaires seront largement partagés tout au long du processus.

Dernières nouvelles des Initiatives du Partenariat mondial

Lancement des éditions 2017 des Statistiques des recettes publiques dans les pays asiatiques et des Statistiques des recettes publiques en Afrique

L'édition 2017 des *Statistiques des recettes publiques dans les pays asiatiques* fut publiée le 20 juillet (voir [brochure](#) et [publication entière](#)). Publiée chaque année depuis 2014, cette publication rassemble des statistiques comparables de recettes fiscales pour l'Indonésie, le Japon, le Kazakhstan, la Corée, la Malaisie, les Philippines et Singapour. Elle inclura plus de pays asiatiques et du pacifique dans le futur. Au mois de septembre, l'édition 2017 des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* sera lancée pendant un événement organisé par l'Union africaine à Addis-Abeba (date à confirmer). La portée des *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2017* s'est étendue, passant de 8 à 16 pays, comparé à la dernière édition, et continuera à augmenter dans le futur. De plus, les

[Statistiques des recettes publiques en Amérique latine et aux Caraïbes 2017](#), portant sur 24 pays, fut publiée en mars.

Les statistiques correctes, complètes et fiables sur les recettes publiques, et en particulier sur les impôts, sont cruciales pour le développement de politiques fiscales et pour les efforts de mobilisation des ressources nationales. Les publications de *Statistiques des recettes publiques* fournissent une base harmonieuse et comparable pour faciliter les prises de décisions concernant les impôts, les politiques douanières et les réformes administratives basées sur des faits. Les données pour ces trois publications sont recueillies par les pays participants, avec le soutien technique de l'OCDE, en suivant la méthodologie bien établie qui étaye la base de données sur les *Statistiques de recettes publiques* de l'OCDE. L'utilisation d'une méthodologie commune permet de comparer les niveaux de taxation et les structures fiscales de façon continue, à la fois entre les économies d'une même région et entre régions. Ces trois publications font partie de l'initiative « Renforcer les indicateurs statistiques comparables d'impôts », une initiative qui aspire à augmenter la portée, la diffusion et l'accessibilité des publications sur les *Statistiques des recettes publiques* d'ici deux ans, en collaboration avec des partenaires régionaux et avec le soutien de la Commission européenne tout en maintenant la qualité, la cohérence et la précision des ensembles de données.

Si votre gouvernement aimerait faire partie d'une des publications sur les *Statistiques des recettes publiques*, contactez Michelle.Harding@oecd.org. Pour plus d'informations, consultez le [site web des Statistiques des recettes publiques](#).

Inspecteurs des impôts sans frontières

Le [Rapport annuel 2016/17](#) récemment publié des Inspecteurs des impôts sans frontières (TIWB) revient sur une année importante pour cette Initiative du Partenariat mondial. Une initiative conjointe de l'OCDE et du PNUD, TIWB facilite le déploiement d'experts du contrôle fiscal travaillant avec des équipes de vérification locales, en partageant leurs connaissances grâce à une approche pratique.

Le Rapport annuel évalue les progrès réalisés jusqu'ici, avec 21 programmes dans 19 pays lancés en avril 2017 ; notamment le premier programme Sud-Sud où le Kenya apporte son soutien technique au Botswana. Les résultats obtenus jusqu'ici démontrent plus de 278 millions de dollars (environ 236 millions d'euros) de hausse des recettes fiscales. La mise en place d'un Fichier d'experts pour le PNUD (principalement des contrôleurs fiscaux à la retraite) de manière à compléter l'équipe fournie grâce aux partenariats avec diverses Administrations fiscales, fait partie des autres développements importants.

En plus d'évaluer les activités et les résultats, le rapport met en lumière les leçons tirées de ces programmes, les progrès faits vers l'amélioration des mesures des résultats dans le futur, et le Programme de travail pour 2017/18. La mise en place du Programme de travail est déjà bien entamée, avec le lancement de sept programmes de plus prévu pour la deuxième moitié de l'année 2017. Vous pouvez lire le rapport sur le [site internet de TIWB](#). Pour plus d'informations, contactez secretariat@tiwb.org.

Dernières nouvelles de l'Alliance Better than Cash

[La lutte pour la lumière: Améliorer l'Accès au moyen de paiements numériques](#), un nouveau rapport par le GPI de l'Alliance *Better than Cash*, se penche sur de nouveaux modèles d'entreprises et de nouvelles initiatives gouvernementales pour l'accès à l'énergie s'appuyant sur les paiements numériques. Bien que de nombreuses solutions existent pour répondre aux besoins des plus d'un

milliard de personnes n'ayant pas accès à des options énergétiques propres, abordables et fiables, déployer les efforts jusqu'aux zones rurales ; où de nombreux foyers ne possèdent pas d'expansion du réseau traditionnelle ; reste un défi clé. Cette étude évalue comment, en incorporant les paiements numériques dans les services énergétiques existants, les innovateurs hors réseau, les services progressifs, les investisseurs privés et les organismes gouvernementaux ont tous trouvé des moyens d'apporter de la lumière dans les coins les plus sombres de notre monde.

Les services financiers numériques sont devenus un composant important du travail du G20 sur la promotion de l'inclusion financière et la croissance de l'économie depuis 2009. Les Principes de haut niveau pour l'inclusion financière numérique du G20, publiés en 2016, présentent huit principes désignés à façonner des plans nationaux pour maximiser les services financiers numériques. Le but de ces principes est d'augmenter durablement l'inclusion financière tout en encourageant la croissance inclusive, le développement durable et la protection des utilisateurs de paiements numériques. [Construire des écosystèmes de paiements numériques inclusifs : note d'orientation du G20 pour les gouvernements](#) ; un rapport écrit par l'Alliance *Better than Cash* pour le Partenariat mondial du G20 sur l'inclusion financière ; soutient la mise en place de ces principes dans le contexte des écosystèmes de paiements numériques inclusifs, en reflétant sur les leçons tirées des élaborations des politiques et des initiatives de mise en œuvre entreprises dans plusieurs pays.

Pour plus d'informations sur le travail et les publications de l'Alliance *Better than Cash*, [contactez Usman Iqtidar](#).

Évènements à venir

12 au 25 septembre 2017 : Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

24 et 25 octobre 2017 : 14^{ème} Réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial

21 et 22 novembre 2017 : 4^{ème} Forum du Partenariat mondial de Busan